

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Marché n° 24DISPBX006

Maintenance préventive et corrective des installations de chauffage, ventilation, climatisation pour le Centre de Détention d'Eysses

Appel d'offres ouvert (Article L2124-2 du Code de la commande publique)

**DATE ET HEURE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES : 13/01/2025 à
17H30**

Imputations budgétaires :

Code CPV : 507200000 / 507210000 / 507300000/

Activité : 010703010302

Domaine fonctionnel : 0107-01

Groupe de marchandise : 37.02.02

Axe d'analyse 1 : 10-AP107011Z-HEB-GEN

Axe 2 : MR

Centre financier : DAP4DAD033

Charte      

RELATIONS FOURNISSEURS
ET ACHATS RESPONSABLES

SIGNATAIRE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	PRESENTATION DE L'ACHETEUR	3
ARTICLE 2	OBJET DE LA CONSULTATION – PRESENTATION GENERALE	3
ARTICLE 3	DEFINITIONS.....	6
ARTICLE 4	PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE.....	10
ARTICLE 5	DELAIS D'EXECUTION ET CONDITIONS PARTICULIERES D'ACCES.....	11
ARTICLE 6	GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES.....	13
ARTICLE 7	SOUS-TRAITANCE	13
ARTICLE 8	CONDITIONS D'EXECUTIONS DES PRESTATIONS	13
ARTICLE 9	REMISE DES EQUIPEMENTS/ PLAN DE REVERSIBILITE	22
ARTICLE 10	AVANCE FORFAITAIRE ISSUE DE L'ARTICLE R2191 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE	23
ARTICLE 11	PRIX DU MARCHE	23
ARTICLE 12	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	25
ARTICLE 13	PENALITES	28
ARTICLE 14	NANTISSEMENT	30
ARTICLE 15	ASSURANCES ET RESPONSABILITE	30
ARTICLE 16	RESILIATION DU MARCHE.....	30
ARTICLE 17	DROIT ET LANGUE	32
ARTICLE 18	CONFIDENTIALITE ET SECRET	32
ARTICLE 19	CLAUSES PENITENTIAIRES.....	32
ARTICLE 20	PROMOTION DE LA CHARTE « RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES ».....	34
ARTICLE 21	DISPOSITIONS RELATIVES AUX ENJEUX ECOLOGIQUES	34
ARTICLE 22	DEROGATION AU CCAG-FCS.....	36

Article 1

Présentation de l'acheteur

MINISTERE DE LA JUSTICE
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE
DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE BORDEAUX
188 rue de Pessac – CS21509
33062 BORDEAUX CEDEX

Contacts :

Unité des Achats et des Marchés publics :

dbf-uamp.dr-bordeaux@justice.fr

Référent maintenance :

loic.legros@justice.fr

La Direction Interrégionale des services pénitentiaires de Bordeaux gère 20 établissements pénitentiaires sur la région Nouvelle Aquitaine.

Article 2

Objet de la consultation – présentation générale

1. Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent un marché passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert dont l'objet concerne des prestations de maintenance préventive et corrective des installations de chauffage, ventilation, et climatisation pour le Centre de détention d'Eysses, telle que ces prestations sont décrites au sein du cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Le présent marché est mono-attributaire.

Les coordonnées du Centre de détention concerné par la présente consultation sont précisées à l'annexe n°1 du CCAP ainsi que les personnes responsables pour le site.

2. Forme et montant du marché

La présente consultation est passé en APPEL D'OFFRES OUVERT mono-attributaire en application de l'article L2124-2 du Code de la commande publique.

Ce marché est un marché à bon de commande.

Les bons de commande seront émis annuellement et pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du présent marché.

Il est conclu sans montant minimum et avec un maximum de 300 000 euros HT, conformément aux dispositions de l'article R2162-4 du CCP.

3. Variantes

Les candidats, s'ils le souhaitent, pourront proposer en complément de leur offre principal, une offre variante proposant une prestation de maintenance corrective avec une astreinte 24/24, 7j/7 et un numéro d'hotline.

Cette offre variante devra faire l'objet d'une candidature distincte nommé « Variante ».

Aucune offre variante ne pourra être proposé en cas d'absence de dépôt d'une offre dans les conditions de base du marché.

4. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

5. Durée du marché

Le marché est passé pour une durée ferme d'un (1) an à compter de sa notification.

Il sera renouvelable pour des périodes de 12 mois par tacite reconduction 3 fois.

Dans l'hypothèse où l'acheteur décide de ne pas reconduire le marché, il devra se prononcer par écrit au moins deux mois avant la fin de la période en cours. Il est considéré avoir accepté la reconduction du marché si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai.

Si l'acheteur décide de reconduire le marché, le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction, et les dispositions du Code de la commande publique seront applicables de plein droit.

En cas de non-reconduction, le titulaire reste engagé jusqu'au terme de la période en cours.

6. Marché à bon de commande et délai d'exécution

Aucun minimum de commande n'est exigible par le titulaire du marché afin d'honorer les bons de commande.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. La durée de validité du dernier bon de commande ne peut excéder de trois mois la durée de validité du marché.

Les bons de commande auront pour montant maximum : 300 000€HT.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- ✓ Le nom du service émetteur de la commande ;
- ✓ Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- ✓ La date et le numéro du marché ;
- ✓ Le numéro d'engagement juridique dans CHORUS (transmis après notification au titulaire) ;
- ✓ L'établissement intéressé ;
- ✓ La date et le numéro du bon de commande ;
- ✓ Les références, la nature et la description des prestations à réaliser ;
- ✓ Le prix de chaque article conformément au BPU ;

- ✓ Les délais de livraison (jour et heure de livraison)
- ✓ Le lieu de livraison des fournitures ;
- ✓ Le montant HT et TTC du bon de commande.

Le marché s'exécutant au moyen de bons de commande, le délai d'exécution commence à compter de la date de notification du bon de commande.

Article 3

Définitions

1. La maintenance

La norme NF EN 13306 (janvier 2018) indice X 606319 définit la maintenance comme l'« ensemble de toutes les actions techniques, administratives et de management durant le cycle de vie d'un bien, destiné à le maintenir ou à le rétablir dans un état dans lequel il peut accomplir la fonction requise ».

○ Types de maintenance

- Maintenance préventive : Maintenance exécutée à intervalles prédéterminés ou selon des critères prescrits, destinée à réduire la probabilité de défaillance ou la dégradation d'un bien.
- Maintenance corrective : Maintenance exécutée après détection d'une panne, destinée à remettre un bien en état d'accomplir une fonction requise. Elle se décompose en maintenance palliative et en maintenance curative.
 - Maintenance palliative : Maintenance qui s'attache à corriger tout incident identifier empêchant l'utilisation d'un bien en condition optimale nécessitant une intervention rapide pour pallier le plus urgent avec remise en service permettant de poursuivre l'exploitation, dans l'attente d'une correction définitive durable (maintenance curative).
 - Maintenance curative : Maintenance qui s'attache à corriger tout défaut identifié, par des actions permettant de rétablir un bien dans son état initial lui permettant d'accomplir durablement sa fonction. Le résultat des actions réalisées doit présenter un caractère permanent.

2. Les niveaux d'intervention

Pour l'exécution du présent marché, parmi les 5 niveaux de maintenance définis selon les normes NF X 60-000 et NF EN 13306 – Indice X 606319, seuls les niveaux 1 à 4 sont utilisés. Le niveau 5 est exclu de ce marché.

- Niveau 1 : Type d'action : réglages simples prévus par le constructeur, au moyen d'organes accessibles sans aucun démontage d'équipement ou échange d'éléments accessibles en toute sécurité.
- Niveau 2 : Type d'action : dépannage par échange standard, opérations mineures de maintenance préventive.
- Niveau 3 : Type d'action : identification et diagnostic de pannes, réparation par échange standard, réparations mécaniques mineures, maintenance préventive.

- Niveau 4 : Type d'action : travaux importants de maintenance préventive ou corrective, exceptés rénovation et reconstruction, réglage des appareils de mesure, contrôle des étalons.
- Niveau 5 : Type d'action : réparation importantes, rénovation, reconstruction.

3. L'exploitation ou « exploitation-maintenance »

L'exploitation représente l'ensemble des actions permettant directement à un bien d'assurer un service déterminé. Dans ce marché, il s'agit de l'exploitation technique des installations associées aux bâtiments, indépendamment des tâches liées à l'administration ou aux activités.

L'exploitation technique comprend les seules actions attachées directement à un bâtiment et ses abords comme

- La conduite et l'entretien courant des installations techniques ;
- La mise en route et l'arrêt des chaufferies ;
- Les basculements saisonniers des climatisations réversibles et pompes de circulation ;
- Le relevé des compteurs (eau, électricité, gaz, ECS...)
- Le suivi des consommations

4. Les consommables de maintenance et « ingrédients »

Au sens de la norme NF X 60-000, il s'agit des produits ou articles banalisés nécessaires à la maintenance, de faible coût et de consommation fréquente, comme les huiles, graisses, rouleaux de papier pour appareils enregistreurs, quincaillerie, filtres climatiseurs, fluides, sels, adoucisseur d'eau, traitement filmogène.

Les modalités suivantes seront appliquées au titre du présent marché :

- Les consommables de maintenance (papier, petites fournitures, joints...) et « ingrédients de maintenance » (huile, graisse, dégrissant, lubrifiant...) nécessaires aux actions de maintenance sont dus et compris dans le prix forfaitaire, sans limitation ;
- Les éléments consommables (filtres à carburant, filtres Split, anode sacrificielle...) constitutif d'un équipement et indispensables à son fonctionnement sont également dus et compris dans le prix forfaitaire hors équipements identifiés comme non maintenables ;
- Les courroies, filtres de CTA et sels d'adoucisseurs sont compris au titre du forfait de maintenance hors équipements identifiés comme non maintenables.

5. Les pièces de rechange

La norme NF X 60-000 distingue trois types de pièces de rechange :

- Pièces à remplacement programmé : il s'agit des « pièces d'usure conçues pour recevoir seules l'usure : le remplacement est préconisé par le constructeur pour un nombre déterminé d'unités d'usage ».
- Pièces à remplacement non programmé : il s'agit des pièces de rechange dont le remplacement intervient en général au cours d'une action de maintenance corrective exécutée à la suite d'une défaillance. C'est le cas pour des pièces à remplacement programmé qu'une action de maintenance corrective oblige à remplacer, en dehors de la périodicité normale de maintenance préventive. Cela se produit également lors d'un franchissement de seuil d'un paramètre suivi en maintenance conditionnelle.
- Pièces à remplacement exceptionnel : il s'agit de pièces détachées ou assemblées dont la durée de vie prévisible est au moins égale à celle du bien considéré.

6. Marché à « obligation de résultat »

L'obligation de résultat est l'obligation pour le titulaire d'atteindre un résultat précis, véritable et déterminé à l'avance.

Le présent marché est à obligation de résultat :

- Dans la planification et la réalisation de maintenance périodique, telle que prévue à la gamme de maintenance (annexe 1 du CCTP) ;
- Dans le respect des délais d'intervention et de rétablissement correspondant à la gamme de maintenance (annexe 1 du CCTP) ;
- Concernant les actions à mener en maintenance corrective, l'obligation de résultat intègre notamment la production et l'exécution des devis dans les délais ;
- Dans le respect des délais d'indisponibilité des équipements ;
- Dans la mise en place et la production dans les délais des documents listés à l'article 16.6 (?) ci-après ;
- Dans la mise en place d'une exploitation efficiente des équipements ;

Dans le cadre des interventions correctives au sens des normes AFNOR NF EN 13306 et NF X 60-000, il appartient au titulaire de mettre en œuvre, dans les délais fixés au présent contrat, les actions palliatives suffisantes permettant la remise en service même provisoire de l'équipement pour qu'il accomplisse tout ou partie de ses fonctions, pour mettre un terme au désordre.

La constatation et le diagnostic de la panne ne sont pas considérés comme des résultats suffisants, libérant le titulaire de son obligation de résultat.

7. La franchise

La franchise est une exemption n'ouvrant pas droit à paiement par facturation complémentaire, à hauteur du plafond prévu selon la gamme de maintenance choisie.

Cette franchise s'entend hors taxes, par intervention et par équipement, rabais contractuel déduit.

Pour la pose des pièce couvertes par la franchise, la main d'œuvre et le déplacement sont compris au titre du forfait commandé.

Pour les pièces d'un montant supérieur à la franchise, le titulaire doit adresser au service administratif de l'établissement :

- Son devis, précisant le temps passé, le coût de la main d'œuvre et la remise appliquée,
- La facture du fournisseur.

Le montant de la franchise applicable à un site est rappelé à l'annexe 1 du CCTP.

8. L'équipement

Pour l'exécution du présent marché, l'équipement correspond au regroupement d'un « ensemble de biens, ou partie d'un bien déjà fractionné, considéré individuellement, et qui assure une, voire plusieurs, fonctions requises élémentaires » (extrait FDX 60-012). L'article 2 du CCTP précise ce point.

9. Le délai d'intervention

Ce délai s'entend comme le délai maximum dont dispose le technicien pour intervenir sur l'équipement concerné, après réception d'un appel ou d'une demande d'intervention. Le temps de déplacement est compris.

Cette demande est transmise par tout moyen approprié, convenu au préalable à la mise en place du marché.

Le moyen d'attester de la bonne réception de cette demande par le titulaire est également convenu à la mise en place du marché.

L'intervention doit être assurée par un technicien ou une équipe technique, selon l'importance de la panne, du matériel et de la typologie du bâtiment.

La constatation et le diagnostic de la panne ne sont pas considérés comme des résultats suffisants, libérant le titulaire de son obligation de résultat.

Les délais d'intervention actés au présent contrat s'entendent pour une durée maximale après réception de la demande d'intervention.

10. Le délai de rétablissement

Ce délai correspond au délai maximum autorisé d'indisponibilité du système, après réception de la demande d'intervention par le titulaire.

Le mainteneur est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires permettant de rétablir a minima une utilisation dégradée des équipements, dans l'attente de la réparation définitive.

Le non-respect du délai de rétablissement peut être sanctionné par les pénalités prévues à l'article X du présent CCAP.

Article 4

Pièces contractuelles du marché

Seuls les exemplaires originaux conservés par la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Bordeaux font foi.

1. Pièces particulières

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- ✓ L'acte d'engagement (A.E) et son annexe financière ;
- ✓ Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) et ses annexes ;
- ✓ Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) et ses annexes ;
- ✓ Le Règlement de consultation (R.C) ;
- ✓ Le mémoire technique du candidat : celui-ci devra expliciter les points mentionnés à l'article 2 du CCTP ;
- ✓ Les bons de commande émis par l'administration au fur et à mesure de l'exécution du marché ;
- ✓ Les réponses aux questions lors de la publication, et éventuellement la mise au point avant notification.

2. Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au jour de la signature du présent marché.

- ✓ Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G-FCS) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- ✓ Les spécifications techniques des G.P.E.M.D.A, les spécifications de l'Union européenne et les textes visés chaque fois dans le cahier des clauses particulières ;
- ✓ Tous les règlements, normes et lois en vigueur ayant un rapport avec l'objet du présent marché ;

Ces pièces ne sont pas jointes au dossier, mais le soumissionnaire est censé en avoir connaissance.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées et constitutives du présent marché est réputée non écrite.

En cas de contradiction, le présent CCAP prévaut sur les conditions générales du titulaire, qui déclare avoir pris connaissance et accepté sans réserve le présent cahier des charges.

Article 5

Délais d'exécution et conditions particulières d'accès

1. Délais

Les délais relatifs aux prestations sont les suivants :

- Délais d'intervention et de rétablissement selon le forfait commandé

	Délai d'intervention	Délai de rétablissement	Référence
UOB	Le jour ouvré contigu à la demande	72h maxi	Article 8 du CCAP
UOV	4h maxi	12h maxi	Article 8 du CCAP

- Autres délais contractuels

Désignation	Délai contractuel	Référence
Inventaire de départ	à réaliser dans un délai de 6 semaines à compter de la réception du bon de commande	Article 8 du CCAP
PV de prise en charge des matériels	A réaliser et transmettre dans un délai de 6 semaines à réception du bon de commande	Article 8 du CCAP
Mise en marche / à l'arrêt des installations	3 jours ouvrés à réception de la demande	Article 5.1.2 du CCTP
PV contradictoire d'état des lieux de sortie	2 mois avant l'échéance du marché	Article 9 du CCAP
Plan du processus de réversibilité et de transmissibilité	A réaliser dans les 6 mois suivant le début de l'exécution du marché, et à transmettre 7 mois avant l'échéance du marché	Article 9 du CCAP
Etablissement de devis de maintenance corrective	72h à réception de la demande ou du constat de défaillance	Article 12.2 du CCTP
Mise à disposition d'outil de suivi du contrat	3 mois à réception du bon de commande	Article 9 du CCTP
Classeur de maintenance	10 semaines à réception du bon de commande	Article 8 du CCAP
Rapport d'intervention et maintenance préventive et dépannage	Aussitôt après l'opération	Article 8 du CCAP
Rapport d'intervention de maintenance corrective	1 semaine après l'intervention	Article 8 du CCAP

Rapport annuel	4 semaines avant la date d'anniversaire du contrat	Article 8 du CCAP
Planning prévisionnel de maintenance préventive	A réaliser dans un délai de 4 semaines à réception du bon de commande	Article 12 du CCTP
Intervention corrective suite à devis validé	30 jours maximum à réception du bon de commande	Article 12.2 du CCTP

2. Conditions particulières d'accès

Toute personne entrant dans un établissement pénitentiaire est tenue de respecter scrupuleusement les articles du Code de procédure pénale y afférent. Toute infraction aux articles du Code de procédure pénale entraînera les sanctions prévues par le Code pénal. Au SAS d'entrée des véhicules, les moyens de communication seront retirés par les agents de la porte et restitués à la sortie.

Une seule personne est acceptée par véhicule.

Les animaux et l'alcool ne sont pas admis à l'intérieur de l'établissement.

3. Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Article 6

Groupements d'opérateurs économiques

En cas de groupement, la forme exigée par l'acheteur après attribution est un groupement solidaire avec un mandataire unique.

Article 7

Sous-traitance

Certaines prestations du marché peuvent être sous-traitées. La sous-traitance totale des prestations est interdite. Les dispositions du CCTP et du CCAP s'appliquent de fait aux prestations sous-traitées.

Pour obtenir l'agrément du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par un acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4) téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Cet acte mentionne la nature des prestations sous traitées envisagées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, ses capacités financières et professionnelles, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct, les conditions de paiement prévues et le cas échéant, les modalités de variation de prix.

La sous-traitance, devant obligatoirement être déclarée avec toute intervention, le titulaire doit adresser le formulaire DC4 permettant d'agréer son sous-traitant dès que la sous-traitance est envisagée.

Ce DC4 doit être transmis :

- A la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Bordeaux ;
- Au Centre de détention d'Eysses.

La Direction interrégionale des services pénitentiaires de Bordeaux dispose de 21 jours à compter de la remise du DC4 pour rejeter ou accepter la demande d'agrémentation. La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Article 8

Conditions d'exécutions des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché.

1. Dispositions générales

La réception du bon de commande marque le début d'exécution des prestations du marché public.

Les prestations de maintenance préventive sont exécutées conformément aux dates figurant sur le planning prévisionnel transmis par le titulaire, dans le délai imparti à réception du bon de commande.

Les prestations de maintenance corrective sont également exécutées par bons de commande par le Centre de détention d'Eysses, selon l'urgence du besoin.

En cas de panne, sans émission préalable d'un bon de commande, le titulaire doit obligatoirement remettre en marche les installations, à moins que la nature de la panne rende cette opération totalement impossible. Le devis des prestations nécessaires, le cas échéant (en cas de dépassement du montant de la franchise), doit être transmis dans un délai maximum de 72 heures, par messagerie électronique ou courrier.

Selon l'offre sélectionné à l'issue de la consultation, les délais d'intervention et de rétablissement seront changeant :

- Offre de base (Unité d'œuvre de base UOB) : 5/7 jours – 8h00 à 19h00
- Offre variante (Unité d'œuvre variante UOV) : 7/7 jours – 24h/24h

Ces prestations sont organisées comme suit :

- Une prestation annuelle principale de maintenance préventive
- Une prestation hors forfait pour la maintenance corrective, déclenchée par un bon de commande à la survenance du besoin.

NOTES IMPORTANTES

1. Les franchises d'intervention concernent les équipements à proprement parler. Le titulaire doit être vigilant lors du chiffrage de la redevance annuelle forfaitaire, qui couvre à la fois la maintenance périodique réglementaires et les actions correctives couvertes par la franchise.

2. Pour les actions de maintenance corrective, lorsqu'il établit un devis, le titulaire doit veiller à déduire le montant de la franchise pour chaque équipement faisant l'objet du devis.

3. Pour le délai de rétablissement concernant l'UOB sont exclus du décompte les samedis, dimanches et jour fériés.

4. Dans le cas où le rétablissement d'un équipement est soumis à l'approvisionnement de pièces, le délai de rétablissement court à compter de la mise à disposition des pièces par le fournisseur.

2. Détails des unités d'œuvres

La prestation forfaitaire annuelle correspond à la réalisation de la maintenance périodique réglementaire conformément à la législation en vigueur, au type de matériel et de bâtiment concerné.

Le titulaire doit assurer un nombre suffisant de visite périodiques pendant toute la période d'exécution du bon de commande, sur les équipements, bâtiments et sites concernés.

La gamme de maintenance peut être consultée à titre indicatif.

- **Unité d'œuvre de base (UOB)**

C'est la prestation minimale correspondant à la prestation forfaitaire annuelle principale

Franchise d'intervention (par équipement et par intervention)	400 €HT sur pièces (main d'œuvre et déplacement compris au titre du forfait commandé)
Plage d'intervention/Dépannage	Jours ouvrés, en heures ouvrables (HO) de 08h à 19h
Date d'intervention	Le jour ouvré contigu à la demande, en heures ouvrables
Délai de rétablissement	72 heures maxi (HO) à réception de la demande
Ingrédients/ consommables de maintenance	Intégralement pris en charge

- **Unité d'œuvre variante (UOV)**

Cette UOV correspond également à une prestation forfaitaire annuelle, et permet de bénéficier d'une plage d'astreinte 24h/24, à réception de la demande, délai d'intervention de 4h, et délai de remise en service de 12h maximum (dépannage, même provisoire, sauf panne spécifique)

Franchise d'intervention (par équipement et par intervention)	400 €HT sur pièces (main d'œuvre et déplacement compris au titre du forfait commandé)
Plage d'intervention/Dépannage	24h /24 -- 7j/7
Date d'intervention	4 heures maxi, à réception de la demande
Délai de rétablissement	12 heures maxi à réception de la demande
Ingrédients/ consommables de maintenance	Intégralement pris en charge

3. Début d'exécution des prestations

Les prestations de maintenance préventive sont prévues puis planifiées dès réception du bon de commande par le titulaire. Cette réception par le titulaire vaut lancement des prestations à exécuter au titre du marché.

Le titulaire assure, sous sa responsabilité, et sans discontinuité, l'exécution des prestations objet du marché, conformément aux stipulations techniques prévues au CCTP et aux stipulations du présent CCAP.

Le titulaire débute les opérations en réalisant notamment l'inventaire exhaustif des installations/équipements dans le délai imparti et dans les conditions du CCTP ; à savoir dans un délai de 6 semaines après l'émission du bon de commande. Il vérifie l'état initial des équipements et leur capacité à fonctionner, signale ceux qui sont en panne ou hors service, précise les obsolescences et vétustés constatées et fait mention de ces données dans le rapport de prise en charge.

Les prestations commandées annuellement prendront en compte l'évolution du cadre réglementaire durant toute la période couverte par le bon de commande.

24DISPBX006- Maintenance préventive et corrective des installations de chauffage, ventilation, climatisation pour le Centre de Détention d'Eysses

NOTES IMPORTANTES

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat, par remise en fonctionnement des installations en cas de panne (éventuellement en mode dégradé par une action palliative), sans émission préalable d'un bon de commande de maintenance corrective.

La recherche d'une cause de panne et son diagnostic ne constituent pas un résultat suffisant et n'exonèrent pas le titulaire de son obligation de résultat.

- Réunion de lancement

Après notification de l'Acte d'Engagement, le titulaire sera convoqué à une réunion de lancement du marché avec le Centre de détention d'Eysses et la DISP de Bordeaux en visioconférence. Le but est de faciliter l'exécution du marché, en vérifiant que les points essentiels sont connus et compris des parties : contacts, durée, caractéristiques des prestations, commandes, réalisation des devis, obligations, délais, gestion de la facturation, révision des prix.

- Commande des prestations – Bons de commande

o *Cas général*

Les commandes s'effectuent annuellement pour la partie préventive, et sont émis à l'émergence du besoin pour la partie corrective.

Ils doivent clairement préciser les sites et équipements et la période considérée.

L'acheteur ou ses représentants adressent les bons de commande par messagerie électronique ou par tout autre moyen permettant d'attester de la commande et de lui conférer date et heure certaine.

Aucun minimum de commande n'est exigible par le titulaire du marché afin d'honorer le bon de commande. Les quantités figurant au bon de commande ne peuvent, ni être majorées, ni être minorées, sauf dérogation écrite expresse accordée par l'établissement concerné.

En cas de modification de la commande par le titulaire sans avoir informé au préalable l'administration, celui-ci s'expose à des pénalités conformément aux dispositions de l'article 12 du présent CCAP.

Le titulaire est tenu de garantir la continuité de la prestation en cas de grève, de congé, ou de maladie de son personnel. Au cas où le titulaire ne pourrait assurer lui-même la prestation, il s'engage à faire exécuter à ses frais la prestation par une autre société.

Sauf contrainte particulière, le règlement s'effectue après la réalisation de la prestation ou à terme échu pour toutes les prestations du marché.

Le titulaire doit faire en sorte que les prestations de maintenance préventive soit terminées au plus tard le 31 octobre de l'année en cours.

Le CD d'Eysses doit organiser son plan de commande annuel et la planification de la maintenance préventive en fonction de cette échéance, et transmettre la commande annuelle en tout début de période.

- *Mesures dérogatoires*

Lors de l'intégration de nouveaux sites ou équipements en cours de marché, leur prise en charge s'effectue en cours d'année : la commande est passée au prorata du nombre de mois courant jusqu'à la clôture de l'année civile pour le montant correspondant aux prestations complémentaires.

Lors de la fermeture (ou suppression) de sites ou d'équipements en cours de marché, leur facturation est effectuée selon les mêmes règles.

Dans les deux cas, tout mois commencé est entièrement dû.

- *Bons de commande*

Les maintenances préventives et correctives (dans le cadre du seuil de la franchise) font l'objet d'un bon de commande par le Centre de détention d'Eysses. L'émission du bon de commande vaut lancement des prestations à exécuter.

Le montant du bon de commande correspond au prix annuel forfaitaire de l'UO sélectionné à l'issue de la consultation. Le montant correspondant à la maintenance préventive est dû en totalité dès que les opérations ont été réalisées, même si la période à laquelle correspond le bon de commande est inférieure à 12 mois.

La maintenance corrective (en dépassement de la franchise) fait l'objet d'un bon de commande lorsqu'un besoin survient et doit être réalisé au regard d'un devis. La facture fournisseur d'achat de pièces doit être jointe au devis. Ce devis doit être adressé par messagerie électronique.

Les bons de commande comportent au minimum les informations suivantes :

- La définition de l'objet du marché,
- Le n° d'engagement juridique du marché
- L'identification des parties contractantes
- Les dates prévisionnelles du début et fin des prestations
- Les prestations à réaliser
- Les prix HT et TTC ainsi que le montant de la TVA

- *Devis*

Concernant les pièces, le titulaire doit utiliser le coefficient de peines et soins (CPS) à appliquer :

- Soit sur son prix d'achat net fournisseur, remise consentie au titulaire déduite
- Soit sur le prix catalogue du fournisseur, remise forfaitaire contractuelle déduite

Le coefficient de peines et soins (CPS) est le taux maximum applicable sur le prix des fournitures. Il s'applique au prix d'achat net fournisseur, toutes remises déduites. Il est également applicable sur le prix d'achat par le titulaire des prestations sous-traitées et sur la location de matériel type échafaudages, nacelles, outillage spécifique et non mentionné dans le cadre du mémoire technique sur les moyens matériels.

Le devis d'une prestation sous-traitée doit être systématiquement transmis au Centre de détention d'Eysses et à la DISP de Bordeaux en complément du devis du titulaire. Seules les opérations sous-traitées et correspondant à des interventions non maîtrisées par le prestataire du marché pourront apparaître sur un devis, assorties du CPS pour prestations sous traitées.

En cas de demande de justification de son prix par l'Administration, le titulaire dispose de 3 jours ouvrés pour lui apporter une réponse.

Le délai d'exécution des devis doit être clairement mentionné et ne peut excéder 30 jours, à réception du bon de commande.

Les devis établis doivent obligatoirement décomposer le nombre d'heures et les pièces nécessaires à la réalisation des prestations, ce formalisme permettant la vérification et une lecture plus aidée pour les services.

Pour mémoire, les déplacements sont compris et ne peuvent en aucun cas apparaître sur les devis.

- Inventaire de départ

Au titre du présent contrat, le titulaire :

- Doit actualiser l'inventaire de départ lors de l'audit d'entrée et compléter si besoin lors de la prise en charge
- Devra dresser un inventaire de sortie, dans le cadre des opérations de démobilisation.

Le but est de permettre au service bénéficiaire d'actualiser son appréciation du niveau de technicité et de l'état des équipements et installations sur son site, à l'entrée et à la sortie du marché.

Etablis au regard du tableau de recensement (annexe 2 du CCTP), les inventaires doivent mentionner dans une colonne observation des préconisations techniques et le cas échéant, mettre en évidence les équipements jugés vétustes.

Dans cette optique, le titulaire doit dépêcher les moyens en personnel et matériel nécessaires à ces missions de contrôle et de vérification qualitative des prestations.

Le tableau de recensement liste les principaux équipements. Pour autant le titulaire doit réaliser les prestations sur l'ensemble des matériels et équipements en veillant à leur bon fonctionnement.

A la date de réception du bon de commande, le titulaire dispose d'un délai de six semaines pour vérifier la liste des matériels et équipements du site (nombre et type de matériels, marque, caractéristiques techniques) et compléter les données techniques du tableau de recensement fourni en annexe 2 du CCTP.

La réalisation de l'inventaire exhaustif ne peut donner lieu à modification du prix de l'offre du titulaire, sauf manque manifestement important dans le recensement fourni des équipements. Dans ce cas, la procédure de l'avant peut être utilisée. Un manque est considéré comme important lorsque le chiffrage pour les équipements manquants est supérieur à 10% du montant forfaitaire proposé au BPU.

- Audit d'entrée – Procès-Verbal (PV) de prise en charge des installations

D'autre part, est soumise au même délai de six semaines à compter de la réception du bon de commande la réalisation par le titulaire de :

24DISPBX006- Maintenance préventive et corrective des installations de chauffage, ventilation, climatisation pour le Centre de Détention d'Eysses

- L'audit de prise en charge des installations
- La rédaction et la transmission au service d'un PV de prise en charge détaillant le recensement actualisé et l'état des lieux des matériels et équipements du site.

Le titulaire peut proposer au service d'effectuer la première visite préventive en même temps qu'il réalisera l'audit de prise en charge. Ceci permet d'obtenir un diagnostic plus complet de l'état des installations, et de meilleures préconisations dans le PV de prise en charge des installations.

Cependant, le service reste libre de refuser la simultanéité des prestations. Dans ce cas, le titulaire devra réaliser ultérieurement cette visite, dans les conditions du présent cahier des charges.

Ce PV de prise en charge doit être remis au Centre de détention d'Eysses en version papier et dématérialisée. Il doit être transmis à la DISP de Bordeaux de manière dématérialisée.

Ce PV de prise en charge doit être dressé de façon contradictoire, en présence d'un responsable du Centre de détention d'Eysses. Il doit indiquer la date, les noms et qualités des participants et s'accompagne de la liste exhaustive des matériels. Ce PV de prise en charge est signé des deux parties puis remis au responsable du Centre de détention d'Eysses.

- Connaissance des lieux et des installations

Suite à l'inventaire exhaustif de départ validé par l'administration, le titulaire ne pourra pas arguer d'erreurs ou d'omissions au présent marché, ni de l'état des équipements et installations pour ne pas assurer sa prestation dans les conditions définies par le présent CCAP, partiellement ou en totalité.

- Ajouts et retraits d'équipements

Le Centre de détention d'Eysses doit signaler par écrit au titulaire toute adjonction ou remplacements d'équipements, par rapport à l'inventaire de départ remis par le titulaire. Le titulaire du marché doit prendre en charge les nouvelles installations dès leur réception. Le titulaire doit intervenir lors de l'installation des nouveaux équipements si le Centre de détention d'Eysses les a informés avec un préavis suffisant d'une semaine

Le centre de détention d'Eysses doit signaler par écrit tout retrait d'équipement par rapport à l'inventaire de départ. Une mise à jour de l'inventaire doit être réalisée par le titulaire.

Le non-respect de ces stipulations sera sanctionné par des pénalités telles qu'elles sont prévues à l'article 12 du présent CCAP.

Le titulaire fournira tous les personnels et moyens techniques nécessaires à l'exécution des tâches obligatoires du présent marché. Il gère, sous sa responsabilité ses préposés dans l'exécution des obligations du marché. Le titulaire s'engage à veiller à la sécurité de son personnel et des tiers.

Le prestataire devra informer la DISP de Bordeaux désigné dans le formulaire ATTRI 1, de tout changement d'exécution du marché (grammage, forme du pain, problème de livraison, changement de RIB, changement de SIRET, changement de dénomination social, fusion d'entreprise, changement de forme sociale, mise en redressement judiciaire, affacturage et autres).

24DISPBX006- Maintenance préventive et corrective des installations de chauffage, ventilation, climatisation pour le Centre de Détention d'Eysses

4. Respect de la réglementation en vigueur

Le prestataire s'engage dans l'exécution de leurs missions à respecter l'ensemble des textes législatifs et réglementaires en vigueur au moment de la consultation et à venir. Il prend en considération la réglementation nationale et européenne, et plus particulièrement l'ensemble des règles sanitaires applicables en matière de restauration collective.

Dans le cadre de sa mission, le titulaire s'engage à informer la DISP de Bordeaux de toute évolution législative et réglementaire ayant des répercussions sur les prestations.

5. Obligation de conseil et d'accompagnement du maître d'ouvrage

En vertu de son obligation de conseil, le titulaire s'engage également à :

- Alerter la DISP ou le Centre de détention d'Eysses, sur l'obsolescence constatée de certains équipements (arrêt de production, ou fin de disponibilité des pièces de rechange...)
- Préconiser des évolutions et/ou solutions adaptées aux besoins du Centre de détention d'Eysses.

Ce devoir de conseil est formel, fondé sur la production d'un rapport décrivant les risques et menaces et doit proposer les actions visant à les réduire.

En complément de l'article 3.4.2 du CCAG FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'administration les modifications survenant en cours de marché et se rapportant à :

- Une prise de participation du titulaire au capital d'une entreprise tierce, lorsque cette entreprise est susceptible d'effectuer des actions comprises dans l'objet du présent contrat ;
- Son impartialité et son indépendance vis-à-vis du Centre de détention d'Eysses ou de toute entreprise susceptible d'effectuer des travaux ou l'entretien des bâtiments, installations ou équipements objet des prestations du présent marché ;
- Une perte d'agrément, de certification ou d'autorisation nécessaire à l'exécution de tout ou partie des prestations objet du marché.

De manière générale, le titulaire s'engage à informer l'administration de toute modification de sa situation susceptible d'avoir un impact sur l'exécution des prestations du présent marché, et notamment d'en compromettre la validité.

A l'occasion de contrôles réglementaires, d'audits ou de réception d'ouvrages des installations CVC, le titulaire peut être amené à participer à des visites de sites ou des réunions. Le responsable de site doit prévenir le titulaire par écrit, avec un délai de préavis minimum de 7 jours (par courrier électronique, télécopie, lettre).

Dans le cadre de son devoir de conseil, l'ensemble de ces opérations ne donne pas droit à facturation complémentaire.

6. Vérification – Admission – Constatation de l'exécution des prestations

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par une personne habilitée de l'établissement. Il s'agit d'un examen sommaire conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-FCS.

Les dispositions des articles 27,28 et 29 du CCAG-FCS relatives aux vérifications et aux décisions après vérification s'appliquent.

Dans le cas où une mauvaise exécution des prestations attendues au marché intervient, l'acheteur informe le titulaire par l'envoi d'une fiche incident.

- Contrôle de l'exécution des prestations

Ce contrôle est effectué par un référent technique du Centre de détention.

Les opérations de vérification qualitative ont pour but de constater :

- La correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché
- Le nombre et la qualité des interventions exécutées par rapport au programme de maintenance préventive.

Ces vérifications peuvent être effectuées lors des interventions du titulaire, ou indépendamment de celles-ci. Elles portent notamment sur :

- L'état des installations et des équipements entretenus,
- La qualité des rapports d'intervention,

Les stipulations techniques du CCTP précisent les modalités de vérification.

- Admission des opérations

Après les vérifications préalables, et sous réserve des vices cachés, le Centre de détention d'Eysses prononce l'admission des prestations si elles répondent aux stipulations du marché.

- Admission des opérations de maintenance préventive
Cette admission prend effet à la date de notification de la décision d'admission ou, en l'absence de décision dans un délai d'un mois à compter de la date de remise du rapport d'intervention de maintenance préventive. L'admission des prestations ouvre droit au paiement des opérations de maintenance et/ou de conseil.
- Admission des opérations de maintenance corrective
Cette admission prend effet à la date de notification de la décision d'admission, ou, en l'absence de décision, dans un délai d'un mois à compter de la date de remise du compte rendu d'intervention. L'admission ouvre droit au paiement des opérations, objets des bons de commande ponctuels.

7. Continuité de la prestation

Le titulaire du marché s'engage à exécuter les prestations commandées en cas de grève, de congés ou de maladie de son personnel. Pour le cas où il ne pourrait lui-même assurer la prestation, le titulaire s'engage à en informer l'acheteur dans les plus brefs délais.

Dans cette hypothèse, l'administration se réserve le droit de recourir à tout autre moyen à sa disposition pour faire réaliser la maintenance aux frais exclusifs du titulaire.

Article 9

Remise des équipements/ plan de réversibilité

En fin d'exécution du marché, sur la base des travaux d'audits réalisés à la mise en place, le titulaire s'engage à laisser les équipements en état normal et opérationnel de bon fonctionnement.

Le titulaire établit un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des équipements en fin de marché, deux (2) mois avant la date de fin de la période contractuelle. Tout défaut de communication des pièces dans les délais vaudra l'application des pénalités prévues au contrat.

Le titulaire assurera la réversibilité des données relatives à l'exécution du présent marché, notamment en permettant l'export selon un format standard (tableur ou traitement de texte) des données relatives à la liste des équipements maintenus et au suivi de la maintenance des installations.

A l'échéance du marché, ou sur ordre de l'Administration, le titulaire met fin aux prestations de service prévues.

A cet effet, il établit dans les six (6) mois suivant le début d'exécution du marché un plan décrivant les modalités opérationnelles du processus de réversibilité et de transmissibilité.

Régulièrement mis à jour, ce plan :

- Est soumis à l'approbation du responsable de site
- Devra être remis au Centre de Détention d'Eysses (avec copie DISP de Bordeaux) dans le 7^{ème} mois précédant la fin du marché.

Enrichi par les résultats de l'audit technique de sortie, le plan décrit notamment les modalités suivantes :

- Le périmètre d'application ;
- Les conditions générales d'exécution des opérations de démobilisation, dont :
 - o L'organisation à mettre en place
 - o Les responsabilités
 - o Les phases de mises en œuvre,
 - o Les contraintes de planning et les dates clés,
 - o Les engagements en matière d'assistance technique,
 - o Les différentes prestations supplémentaires éventuelles appliquées sur le ou les équipements du site concerné
 - o Le contrôle de la mise en œuvre
 - o Les informations, documents et données à transmettre et à transférer garantissant la continuité des prestations ;

NOTES IMPORTANTES

Le titulaire qui met en œuvre ce plan n'est libéré de ses obligations qu'après remise du procès-verbal de réversibilité.

Article 10

Avance forfaitaire issue de l'article R2191 du Code de la commande publique

Conformément à l'article R2191-3 du code de la commande publique, une avance ne peut être accordée que lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le titulaire, au sein de l'Acte d'Engagement et si les conditions le permettent d'obtenir s'il le souhaite l'avance forfaitaire.

Article 11

Prix du marché

1. Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix dont le libellé et les montants sont mentionnés à l'annexe financière de l'Acte d'engagement.

Les prix s'entendent en euros, et sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations (y compris déplacements, fournitures, et élimination des déchets), inclure tous les frais généraux, impôts et taxes et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Le prix retenu au marché est réputé ferme durant la totalité de la période ferme du marché. Ce prix ne fera pas l'objet d'aucune actualisation dans le délai de la période ferme.

2. Prix pour la maintenance préventive

Le prix de la maintenance préventive est un prix forfaitaire annuel.

Le montant du prix forfaitaire pour la maintenance préventive doit être calculé au regard de l'ensemble des équipements du site en tenant en compte :

- Des frais nécessaires à la réalisation des visites périodiques annuelles et des actions de contrôles annuels réglementaires selon la fréquence, le type d'équipement concerné et la catégorie du bâtiment,
- Des éventuelles demandes d'interventions correctives comprises par le montant de la franchise,
- De l'application du devoir de conseil et d'accompagnement du maître d'ouvrage,
- Des fournitures et consommables de maintenance, ingrédients compris.

La maintenance préventive s'exécute sur la base de la gamme de maintenance (annexe 1 au CCTP). Outre les actions préventives organisées par le titulaire, elle comprend une franchise d'intervention pour les pièces. Cette dernière est une exemption n'ouvrant pas droit à paiement par facturation complémentaire, à hauteur du montant de la franchise.

Cette franchise d'intervention s'entend hors taxes par intervention et par équipement rabais déduit pour un ensemble de réparation homogène.

La main d'œuvre et le déplacement sont compris au prix du forfait de la maintenance préventive. Les consommables de maintenance et ingrédients nécessaires aux actions de maintenance préventive sont compris dans le forfait de la maintenance préventive.

3. Prix pour la maintenance corrective

Les prestations de maintenance corrective dépassant le montant de la franchise sont à prix unitaires. Elles sont réglées sur devis accepté par le responsable de site, qui émet alors un bon de commande.

Pour les pièces dont le prix dépasse le montant de la franchise, et pour les prestations hors forfait, le devis doit faire apparaître le temps prévu et le taux horaire. Le titulaire doit joindre au devis la facture fournisseur remise de la pièce ou le prix public à laquelle il l'a obtenu. Lorsqu'il est prévu de confier l'exécution de certaines prestations à un sous-traitant, la décomposition de prix rémunérant ces prestations doit être remise au responsable du site et à la DISP de Bordeaux, en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

4. Révision des prix

La révision des prix n'interviendra qu'à compter de la première reconduction du marché et à date d'anniversaire de la notification du marché.

Le pouvoir adjudicateur informera le titulaire du coefficient de révision pour l'année concernée.

La révision des prix se fait par application de la formule suivante, dans laquelle :

$P \ll n \gg = P \ll 0 \gg \times [0,10 + 0,80 \times (ICHT-IME \ll n \gg / ICHT-IME \ll 0 \gg) + 0,10 \times (FSD1 \ll n \gg / FSND1 \ll 0 \gg)]$
--

Où

$P \ll n \gg$ = Prix révisé, à appliquer pour la période annuelle « n »

$P \ll 0 \gg$ = Prix initiaux indiqués au sein du BPU

ICHT-IME « 0 » = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé pour le mois de notification du marché : « 001565183 »

ICHT-IME « n » = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé pour la période annuelle « n » : « 001565183 »

FSD1 « 0 » = Indice des frais et services divers pour le mois de notification du marché : « 001652128 »

FSD1 « n » = Indice des frais et services divers pour la période annuelle « n » : « 001652128 »

Lors du calcul de la révision des prix, les arrondis sont traités comme suit : si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4, la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut), si la cinquième décimale est comprise en 5 et 9 (valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

La révision des prix ne s'applique quand dans la mesure où la variation par rapport au prix initial est supérieure ou égale à 1%. Si le seuil de 1% n'est pas atteint, la révision de prix n'est pas appliquée.

Si le coefficient de révision obtenu conduit à une augmentation annuelle supérieur à 5%, il n'est pas utilisé et dans ce cas, ce coefficient est fixé à 5% sur 12 mois.

5. Circonstances exceptionnelles

L'article R2711-1 du Code de la commande publique relatif aux circonstances exceptionnelles permettra la mise en œuvre de mesure temporaire pour faire face aux situations qu'il expose. Le régime de révision des prix peut être adapté, après acceptation expresse de l'administration.

Ce changement provisoire ne peut intervenir que si cumulativement :

- il trouve son origine directe dans la survenance d'un évènement extérieur aux parties ;
- il n'était pas possible d'anticiper sa survenance lors de la signature du marché ;
- il bouleverse temporairement l'équilibre du marché.

Dans ces conditions, les tarifs proposés par le titulaire peuvent être acceptés par l'administration sur présentation de justificatifs prouvant et quantifiant le bouleversement de l'équilibre du marché.

Une fois acceptés, les nouveaux prix sont incorporés au marché sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

En tout état de cause, si la majoration des prix est supérieure au taux de 5%, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité et sans préavis, la partie non exécutée du marché, par dérogation à l'article 10.2 du CCAG-FCS.

Article 12

Modalités de règlement des comptes

1. Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 et 11.7 du CCAG-FCS.

Les factures et autres demandes de paiement devront parvenir de manière mensuelle par saisie directe dans CHORUS.

Modalités de transmission des factures :

La transmission des factures doit être effectuée conformément aux dispositions de l'arrêté du 30 décembre 2011 déterminant les procédures de transmission des factures des fournisseurs de l'État sous forme dématérialisée.

Le Titulaire doit utiliser le portail Chorus Factures accessible par internet à l'URL : <https://chorus-factures.budget.gouv.fr>

- i) En déposant ses factures ;
- ii) En saisissant en ligne ses factures sur le portail.

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le Titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://chorus-factures.budget.gouv.fr> aux rubriques « aide » ou « en savoir plus ».

Pour tout renseignement, le Titulaire peut s'adresser à : support.technique@chorus-factures.budget.gouv.fr

A l'aide du portail Chorus, le Titulaire de l'accord-cadre peut adresser ses factures sous forme électronique.

Le portail Chorus offre les fonctionnalités suivantes :

- Adresser les factures dématérialisées des fournisseurs aux services de l'État (par saisie manuelle ou dépôt de PDF) ;
 - Suivre l'avancement du traitement des factures dématérialisées par les services de l'État.
- Ce service est gratuit.

Le fournisseur établit une seule facture récapitulative mensuelle.

Les factures seront réglées dans le délai maximum légal de 30 jours, à compter de leur réception au centre de paiement après constatation du service fait.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit les intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Les taux des intérêts moratoires est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal, augmenté de 8 points ainsi qu'une indemnité forfaitaire de retard de 40€.

Les factures seront établies par les fournisseurs en mentionnant outre les mentions légales, les informations suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- L'adresse du créancier ;
- La référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire tel qu'indiqué dans l'Acte d'Engagement ;
- Le numéro chorus du marché ;
- Le numéro d'engagement juridique CHORUS indiqué sur le bon de commande ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Le détail des prix unitaires ;
- Le montant hors taxe des fournitures admises ;
- Les réfections conformément aux dispositions du marché ;
- Le montant et le taux de la TVA ;
- Le montant total TTC des fournitures et prestations livrés ou exécutés ;

- La date de facturation.

2. Circuit de la facturation

L'acheteur responsable du marché et l'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est le Directeur Interrégional des Services Pénitentiaires de Bordeaux.

Désignation du comptable assignataire :

24 rue François de Sourdis
BP 908
33060 Bordeaux Cedex
Tél : 05.56.90.76.00

Au nom de chaque établissement inscrit au bon de commande.

Désignation du centre facturier :

DRFIP Nouvelle Aquitaine
24 rue François de Sourdis
BP 908
33060 Bordeaux Cedex

Désignation de l'adresse d'envoi des factures :

Saisie directe dans CHORUS-PRO
Service Exécutant : FAC0000033
Siret ETAT : 110 002 0011 00044

Correspondants Chorus fournisseurs :

fournisseurs.daebc.dir-sg-sud-ouest@justice.gouv.fr

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique.

Article 13

Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS :

- Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable,
- Le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Les délais à prendre en considération pour une éventuelle mise en pénalités sont ceux exposés dans les articles du CCAP et du CCTP.

Un récapitulatif des différents délais est disponible en page X du présent CCAP.

Les pénalités sont imputées sur la prochaine facture service concerné et/ou sont recouvrées par le service par émission d'un titre de recette exécutoire, indépendant de toute facturation. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application des pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

1. Pénalités pour retard d'intervention de dépannage et/ou de rétablissement

Tout retard d'intervention ou de rétablissement peut être sanctionné par une pénalité de retard de 50 €HT par heure de retard.

Ces pénalités peuvent être cumulées (retard d'intervention et retard de rétablissement).

2. Pénalités pour intervention ou dépannage non concluant (actions correctives)

Compte tenu de l'obligation de résultat suite aux interventions pour mettre fin au désordre, de façon durable ou en mode dégradé selon la nature, la cause et les effets de la panne, une intervention est considérée comme non concluante si le titulaire, en cas de difficulté de diagnostic et/ou de remise en service des équipements concernés, n'a pas mis en œuvre les moyens nécessaires dans les délais impartis.

Pour mettre fin au désordre dans le délai d'indisponibilité, le titulaire doit, dès son arrivée, juger de l'opportunité de :

- Faire appel à un niveau d'intervention supérieur,
- Appeler du personnel en renfort,
- Faire approvisionner sur site les matériels, outillage, ingrédients et consommables en quantité et de qualité suffisante.

Le cas échéant, le titulaire doit prouver que l'intervention non concluante ne lui est pas imputable, en produisant une attestation de son fournisseur mentionnant son incapacité à fournir le matériel dans un délai de X jours.

Une intervention non concluante est considérée comme une intervention non réalisée, et

24DISPBX006- Maintenance préventive et corrective des installations de chauffage, ventilation, climatisation pour le Centre de Détention d'Eysses

peut être sanctionnée par une pénalité égale à 5% du montant annuel HT du bon de commande.

3. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

- Maintenance préventive

Sur la base de la périodicité prévue à la gamme de maintenance, tout retard d'intervention peut être sanctionné par une pénalité de 2% du montant annuel HT du bon de commande par jour calendaire de retard.

- Maintenance corrective

Compte tenu de l'obligation de résultat :

- Tout retard d'intervention par rapport aux délais mentionnés au devis peut être sanctionné par une pénalité de 2% du montant HT du devis par jour calendaire de retard.
- Tout retard non motivé pour fournir un devis dans les délais impartis après réception de la demande peut entraîner l'application de la pénalité pour intervention non concluante, à savoir une pénalité égale à 5% du montant annuel HT du bon de commande.

En outre, passé ce délai, le Centre de détention d'Eysses pourra prononcer l'annulation du bon de commande et faire faire la réalisation des prestations par un tiers au contrat.

- Mise en marché/mise à l'arrêt des installations

A réception de la demande formalisée d'un responsable du site, transmise aux coordonnées pour "demande d'intervention" de la fiche contact du titulaire, celui-ci doit avoir réalisé la mise en marche (ou la mise à l'arrêt) dans un délai de 3 jour ouvré (selon l'article 5.1.2 du CCTP).

Tout retard peut être sanctionné par une pénalité égale à 5% du montant annuel HT du bon de commande.

4. Pénalités pour manquement aux obligations administratives du titulaire

Tout retard dans la remise de rapports d'intervention, inventaires, audits d'entrée, audits de démobilisation et autres rapports et indicateurs, mémoires, devis, planning et plus largement, tous documents relatifs au présent marché peut entraîner l'application d'une pénalité égale à 50€HT par jour ouvré de retard, par site et par type de document.

Toute absence non excusée du titulaire aux réceptions de travaux, accompagnement aux opérations de contrôle réglementaire ou réunions diligentées par le service bénéficiaire peut entraîner l'application d'une pénalité de 350 €HT, sans mise en demeure préalable si le titulaire a été informé avec un préavis d'une semaine.

5. Pénalités pour non-respect des formalités du code du travail

En cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise, le titulaire subira une pénalité égale à 10% du montant du contrat. Ce montant ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles du code du travail. En cas d'absence de régularisation, le marché peut être rompu, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Article 14

Nantissement

Le nantissement est autorisé dans les conditions fixées aux articles R2191-45 et R2191-63 du Code de la commande publique.

Article 15

Assurances et responsabilité

Assurances :

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert, ainsi que ses préposés et commettants, par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution de la prestation. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Responsabilité dans l'enceinte de l'établissement :

Le titulaire est responsable des dommages, des accidents et des dégradations de toute nature qui pourraient se produire à l'occasion des prestations dans l'enceinte de l'établissement. Il doit par conséquent être assuré au regard des dommages ayant leur origine dans l'exécution de la prestation et l'utilisation d'un véhicule. Les chargements et déchargements des véhicules sont assurés par le personnel du titulaire.

Article 16

Résiliation du marché

Les résiliations du CCAG-FCS relative à la résiliation du marché sont applicables.

1. Résiliation du fait de l'administration

Pour des motifs d'intérêts général, l'administration peut résilier le présent marché de son propre fait et sans être tenue de justifier sa décision, mais en indemnisant le prestataire dans

les conditions décrites à l'article 42 du CCAG-FCS (y compris s'il y a lieu, des intérêts moratoires).

Le montant de l'indemnisation sera de 5% du montant initial du marché HT diminué du montant HT non révisé des prestations admises.

2. Résiliation aux torts du titulaire

L'administration peut résilier le présent marché aux torts du titulaire, sans indemnité, dans tous les cas prévus et selon les conditions décrites par l'article 41 du CCAG-FCS.

D'autre part, dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les obligations contractuelles du présent marché, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché de plein droit, après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution, adressée au titulaire et restée sans effet pendant ledit délai.

Enfin, en cas de non-respect des conditions d'accès au site pénitentiaire par les personnels du titulaire telles que prévues au cahier des clauses de sécurité, ainsi qu'en cas de manquements aux obligations de confidentialité et aux sujétions résultant de l'exploitation des locaux tels que précisées dans ce même document, l'acheteur pourra procéder à la résiliation du marché aux torts du titulaire, sans mise en demeure préalable, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues.

Dans tous les cas, le titulaire disposera d'un délai de 15 jours pour présenter ses observations dès lors que l'administration l'aura informé, par courrier recommandé avec accusé de réception, de son intention de résilier le marché.

La résiliation pour faute ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités au profit du titulaire. Il est en outre précisé que l'acheteur pourra dès lors pourvoir à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire dans les conditions décrites à l'article 41 du CCAG-FCS.

3. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

En cas de non-exécution d'une partie des prestations, le représentant de l'acheteur se réserve le droit de la faire exécuter, après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution et non suivi d'effet par un tiers aux frais et risques du titulaire.

L'exécution aux frais et risques du titulaire peut être prononcée indépendamment de la résiliation du marché.

Une exécution incomplète est assimilée à une non-exécution, sauf pour le titulaire à justifier des raisons qui, extérieures à son entreprise, s'opposeraient à la bonne et entière exécution des prestations.

NOTES IMPORTANTES

L'administration prendra soin de signaler au titulaire défaillant la notification de marché de substitution pour qu'il puisse user de son droit à suivre les travaux exécutés à ses frais et risques, en vue de sauvegarder ses intérêts.

Article 17

Droit et langue

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

En cas de litige, le droit français est le seul applicable. Le Tribunal administratif de Bordeaux est le seul compétent.

*Tribunal administratif de Bordeaux,
9 rue Tastet,
33000 Bordeaux*

En cas de litige sur l'interprétation, l'exécution ou le règlement du présent marché, à l'exclusion et pour ce qui le concerne, des cas relevant de l'application de plein droit par l'acheteur des dispositions du CCAG-FCS et des pénalités prévues au présent CCAP, les parties conviennent de rechercher un accord amiable. Dans le cas où aucun accord conventionnel n'a pu être trouvé, et conformément à l'article 46 du CCAG-FCS, les parties saisissent le Comité consultatif de Règlement Amiable territorialement compétent.

Le recours juridictionnel n'est possible qu'après épuisement des voies de recours amiables. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

Article 18

Confidentialité et secret

Le titulaire qui, soit avant la notification du marché ou durant son exécution, a reçu communication, à titre confidentiel, de documents ou objets quelconques, est tenue de maintenir confidentielle cette communication et devra rendre ces documents ou objets à la fin de l'exécution de la prestation.

Ces documents ou objets ne peuvent sans autorisation préalable du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. L'administration soumet la totalité de l'exécution du présent marché à l'obligation de secret. En cas de violation par le titulaire de cette obligation, et indépendamment des sanctions pénales, éventuellement encourues, le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses torts.

Article 19

Clauses pénitenciaires

Le titulaire sera réputé connaître toutes les conditions d'interventions propres aux établissements pénitenciaires à la signature de l'acte d'engagement. Il renoncera donc à faire état ultérieurement des difficultés provenant des contraintes en milieu carcéral pour modifier la nature ou le montant de ses prestations.

Obligation d'autorisation préalable pour entrer dans un établissement pénitentiaire :

En vue de l'obtention des autorisations d'accès, les entreprises devant intervenir dans l'établissement, adresseront au chef d'établissement ou au gestionnaire du site, dans un délai qui ne pourra pas être inférieure à 7 jours avant la date d'intervention, une liste nominative de toutes les personnes appelées à intervenir sur le site.

Les personnes mineures ne sont généralement pas autorisées à entrer dans les établissements pénitentiaires. Chacune de ces personnes devra fournir au préalable au chef d'établissement, les éléments figurant sur la pièce d'identité nationale.

Des précisions complémentaires seront demandées aux titulaires d'un contrat devant intervenir en permanence de l'établissement.

L'Administration Pénitentiaire délivrera les autorisations nécessaires. Elle se réserve le droit de refuser l'accès à certains personnels de l'entreprise sans que cette dernière ne puisse prétendre à une indemnité ou à une quelconque compensation, l'entreprise devra proposer une autre personne.

Après l'obtention de cette autorisation, les personnels de l'entreprise munis d'un titre d'identité (passeport, ou CNI) pourront se présenter à l'entrée de l'établissement.

Références juridiques :

Article D 221-1 du code de procédure pénale

"Le chef d'établissement doit veiller à une stricte application des instructions relatives au maintien de l'ordre et de la sécurité dans l'établissement."

Article D 221-3 du code de procédure pénale

"A ce titre, il prendra les dispositions nécessaires en vue de prévenir les évasions, notamment en ce qui concerne la disposition du chantier, la fermeture des portes ou passages, les circuits de circulation, ainsi que leur éclairage."

Article D 222-2 du code de procédure pénale

"Une autorisation spéciale est nécessaire pour effectuer à l'intérieur d'un établissement pénitentiaire, des photographies, croquis, prises de vue et enregistrements sonores, se rapportant à la détention. Cette autorisation peut être délivrée par le Directeur Régional des Services Pénitentiaires pour les établissements se rapportant à sa compétence territoriale, et par le Ministre de la Justice lorsque l'autorisation concerne des établissements sur l'étendue du territoire national.

Article D 222-3 du code de procédure pénale

"Les personnes étrangères au service d'un établissement pénitentiaire ne peuvent pénétrer à l'intérieur de celui-ci qu'après avoir justifié de leur identité et de leur qualité. La pièce d'identité produite par les personnes peut être retenue pour leur être restituée seulement au moment de leur sortie ».

Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire dans les conditions prévues au présent CCAP, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues.

Article 20

Promotion de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »

Le ministère de la Justice s'est engagé dans une démarche « Relations fournisseurs et achats Responsables » (RFAR) avec la signature le 1^{er} juin 2023 de la charte du même nom.

Par cet engagement, le ministère encourage notamment ses fournisseurs :

- ✓ A s'intéresser au parcours national des achats responsables ;
- ✓ A construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées ;
- ✓ Au développement de bonnes pratiques d'achat dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement
- ✓ A s'engager dans un parcours des achats responsables en signant la Charte RFAR voire, pour les plus engagés et les plus déterminés, en travaillant à l'obtention du Label RFAR.

A cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière et notamment :

- ✓ La signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »
- ✓ L'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables »
- ✓ Et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche. Pour toute information, consultez le site internet : <http://www.rfar.fr>

Article 21

Dispositions relatives aux enjeux écologiques

- Thématique énergie

Le titulaire mainteneur assurera l'ensemble des prestations de maintenance des installations dans l'objectif d'améliorer l'efficacité énergétique. Le titulaire mainteneur devra affiner les réglages de la production et de la distribution de l'énergie et respecter les températures d'ambiance selon les règles de l'art et les dispositions réglementaires et législatives applicables durant toute la durée d'exécution du marché.

- Thématique déchets

Le pouvoir adjudicateur sera particulièrement attentif au suivi des déchets d'échange thermique, intégrés dans la catégorie des déchets d'équipement électrique et électronique, et pour laquelle une filière REP (Responsabilité Elargie du Producteur) a été créée.

A titre indicatif, deux éco-organismes sont en charge de la gestion des DEEE (Déchets des Equipements Electriques et Electroniques) pour les équipements de CVC : ce sont Ecologic et Ecosystem.

Le titulaire assurera la prise en charge de l'ensemble des déchets résultant de l'exécution des prestations. En effet, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations (y compris les déplacements, les fournitures, et l'élimination des déchets).

Les candidats indiqueront dans leur mémoire technique les modalités de traitement des déchets.

Le pouvoir adjudicateur pourra à l'issue de la première exécution du marché, demander un extrait du bordereau de suivi des déchets (BDS) ou un autre document certifiant la traçabilité de ces derniers.

- Thématique des transports

Le pouvoir adjudicateur, dans le cadre du présent marché public invite les candidats à mettre en œuvre la formation de leurs salariés à l'écoconduite. Une telle volonté sera valorisée par le pouvoir adjudicateur si les candidats lui communiquent les certificats de formation au sein de son mémoire technique.

- Bilan des émissions de gaz à effet de serre

Le pouvoir adjudicateur demande aux candidats de réaliser un bilan d'émissions de gaz à effet de serre de leur structure. Cette comptabilité devra prendre en compte l'ensemble des périmètres, des émissions directes associées au scope 1 et celles indirectes associées au scope 2 (énergie consommée), aux autres émissions indirectes associées au scope 3 (achat de services, de fournitures, production de déchets, trajets domicile-travail des salariés, etc.). Cette exhaustivité doit conduire les organisations à avoir une vision plus complète de leur empreinte climatique, afin de mieux cibler les gisements les plus efficaces de réduction d'émissions et de prioriser les actions à entreprendre. Le bilan d'émissions de gaz à effet de serre doit être accompagné d'un plan de transition précis et détaillé.

Le pouvoir adjudicateur, dans le cadre du présent marché public invite les candidats à transmettre au sein de leur mémoire technique leur bilan d'émission de gaz à effet de serre. Pour les personnes morales de droit privé et de plus de 500 salariés, soumises aux dispositions du décret n°2022-982 du 1^{er} juillet 2022 relatif aux bilans d'émissions de gaz à effet de serre, le pouvoir adjudicateur demandera en complément de fournir au sein de leur mémoire technique un plan de transition précis et détaillé.

Article 22

Dérogation au CCAG-FCS

- ✓ L'article 11 du présent CCAP relatif à la révision des prix déroge aux dispositions de l'article 10.2 du CCAG-FCS ;
- ✓ L'article 13 du présent CCAP relatif aux pénalités de retard déroge aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS.